



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/CN.4/2005/31
17 décembre 2004

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Soixante et unième session
Point 9 de l'ordre du jour provisoire

**QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTÉS
FONDAMENTALES, OÙ QU'ELLE SE PRODUISE DANS LE MONDE**

**Coopération avec les représentants d'organes de défense des droits
de l'homme de l'Organisation des Nations Unies**

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Dans sa résolution 2004/15, la Commission des droits de l'homme s'est déclarée de nouveau préoccupée par la persistance des cas signalés d'intimidation et de représailles contre des particuliers et des groupes qui cherchent à coopérer avec l'Organisation des Nations Unies et les représentants de ses organes de défense des droits de l'homme. Elle s'est également déclarée profondément préoccupée par le fait que la gravité de ces cas signalés de représailles s'est accentuée et que les victimes souffrent de violations de leurs droits les plus fondamentaux, y compris le droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de leur personne, ainsi que le droit de ne pas être soumis à la torture ni à d'autres traitements cruels, inhumains ou dégradants. Elle s'est en outre déclarée préoccupée par les informations faisant état d'incidents au cours desquels des particuliers auraient été empêchés d'avoir recours aux procédures mises en place sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies pour assurer la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

La Commission a invité le Secrétaire général à lui présenter, à sa soixante et unième session, un rapport contenant une compilation et une analyse de tous renseignements disponibles, émanant de toutes sources appropriées, sur les représailles dont auraient été victimes les personnes visées dans la résolution. Le présent rapport fait suite à cette demande. La section I se fonde sur des éléments recueillis et portés à l'attention des mécanismes de la Commission des droits de l'homme et du Haut-Commissariat aux droits de l'homme pendant la période considérée. Elle définit d'abord le cadre méthodologique dans lequel s'inscrivent les mesures prises en vue de protéger les victimes de représailles. Elle fournit des informations sur des actes d'intimidation et de représailles dont des personnes auraient été la cible pour avoir coopéré avec les organes de l'Organisation des Nations Unies chargés des droits de l'homme, avoir eu recours à des procédures internationales, avoir apporté une assistance juridique pour l'exercice d'un tel recours, et/ou en raison de leur lien de parenté avec des victimes de violations des droits de l'homme. Le rapport analyse en outre les principales caractéristiques des actes de représailles signalés et donne des précisions sur les victimes de ces agissements. La section II est consacrée aux observations finales.

Introduction

1. Dans sa résolution 2004/15, la Commission des droits de l'homme s'est déclarée de nouveau préoccupée par la persistance des cas signalés d'intimidation et de représailles contre des particuliers et des groupes qui cherchent à coopérer avec l'Organisation des Nations Unies et les représentants de ses organes de défense des droits de l'homme. Elle s'est également déclarée profondément préoccupée par le fait que la gravité de ces cas signalés de représailles s'est accentuée et que les victimes souffrent de violations de leurs droits les plus fondamentaux, y compris le droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de leur personne, ainsi que le droit de ne pas être soumis à la torture ni à d'autres traitements cruels, inhumains ou dégradants. Elle s'est en outre déclarée préoccupée par les informations faisant état d'incidents au cours desquels des particuliers auraient été empêchés d'avoir recours aux procédures mises en place sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies pour assurer la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

2. La Commission a invité le Secrétaire général à lui présenter, à sa soixante et unième session, un rapport contenant une compilation et une analyse de tous renseignements disponibles, émanant de toutes sources appropriées, sur les représailles dont auraient été victimes les personnes visées dans la résolution. Le présent rapport fait suite à cette demande. Il se fonde sur des éléments recueillis et portés à l'attention des mécanismes de la Commission des droits de l'homme et du Haut-Commissariat aux droits de l'homme pendant la période considérée. Il fournit des informations sur des actes d'intimidation et de représailles dont des personnes auraient été la cible pour avoir coopéré avec les organes de l'Organisation des Nations Unies chargés des droits de l'homme, avoir eu recours à des procédures internationales, avoir apporté une assistance juridique pour l'exercice d'un tel recours, et/ou en raison de leur lien de parenté avec des victimes de violations des droits de l'homme. Le rapport analyse en outre les principales caractéristiques des actes de représailles signalés et donne des précisions sur les victimes de ces agissements.

I. INFORMATIONS REÇUES EN APPLICATION DE LA RÉSOLUTION 2004/15 ET MESURES PRISES PAR DES REPRÉSENTANTS DES ORGANES DE DÉFENSE DES DROITS DE L'HOMME

A. Cadre méthodologique

3. Dans les cas où les victimes, qu'il s'agisse de particuliers ou d'organisations, avaient été en relation avec l'un des organes ou mécanismes de la Commission des droits de l'homme, des mesures ont été prises pour que leur protection soit assurée par l'organe pertinent ou le représentant concerné de la Commission. Des communications urgentes ont été envoyées aux gouvernements concernés. La réponse d'un gouvernement à l'une de ces communications a été incluse dans le présent rapport. À ce propos, il importe de préciser que le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires dispose d'un mécanisme spécifique chargé de la question des représailles. Des cas d'intimidation, de persécution et de représailles contre des membres de la famille de personnes disparues, des témoins de la disparition ou leur famille, des membres d'organisations de proches des disparus et d'autres organisations non gouvernementales, des défenseurs des droits de l'homme ou des personnes s'occupant des disparitions sont transmis aux gouvernements concernés, accompagnés d'un appel dans lequel il leur est demandé de prendre des mesures pour protéger tous les droits fondamentaux

des intéressés. Les cas de cette nature qui exigent une intervention immédiate sont transmis directement aux ministres des affaires étrangères par la voie la plus directe et la plus rapide. À cette fin, le Groupe de travail a autorisé son Président à les transmettre entre les sessions. De plus, il convient de noter que le mandat du Représentant spécial du Secrétaire général concernant la situation des défenseurs des droits de l'homme, établi par la Commission en 2000, est important dans ce contexte. Dans sa résolution 2000/61, la Commission demande entre autres au Représentant spécial de «solliciter, recevoir, examiner les informations concernant les situations et les droits de toute personne agissant seule ou en association avec d'autres – et [d'] y donner suite, ainsi que [de] promouvoir et [de] protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales» (voir E/CN.4/2004/94).

4. Il convient néanmoins de noter que de nombreux autres cas n'ont pas pu être consignés pour des raisons bien précises de sécurité ou parce que les personnes faisant l'objet de représailles ont demandé expressément à ce que leur cas ne soit pas évoqué publiquement. Il convient également de noter que certaines informations contenues dans le présent rapport figurent aussi dans les derniers rapports présentés par chaque mécanisme à l'Assemblée générale ou à la Commission des droits de l'homme.

B. Résumé des affaires

5. On trouvera ci-après un bref résumé des informations reçues en application de la résolution 2004/15, qui décrit différents cas d'intimidation et de représailles subies par des particuliers pour avoir coopéré avec des organes de l'ONU chargés des droits de l'homme, avoir eu recours à des procédures internationales ou avoir apporté une assistance juridique pour l'exercice d'un tel recours, et/ou en raison de leur lien de parenté avec les victimes de violations des droits de l'homme.

6. **Algérie:** Le 27 septembre 2004, le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires a adressé une communication urgente au Gouvernement algérien concernant des mauvais traitements qui auraient été infligés à des membres de la famille de personnes disparues dont les cas avaient été examinés par le Groupe de travail. D'après les informations reçues, le 20 septembre 2004, une marche pacifique organisée par *l'Association des familles de disparus forcés de Constantine* a été brutalement réprimée par la police et M^{mes} Ouaghliissi et Louisa Saker (toutes deux épouses de disparu) ont été légèrement blessées. M^{me} Saker, Secrétaire générale de l'Association, aurait été brutalement arrêtée par la police. Placée en détention, elle a été contrainte de signer un document dans lequel elle s'engageait à ne plus organiser de rassemblement avec les familles de victimes de disparitions. Elle aurait été libérée le même jour.

7. **Bangladesh:** Le 28 juillet 2004, le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression et la Représentante spéciale du Secrétaire général concernant la situation des défenseurs des droits de l'homme ont lancé un appel urgent au Gouvernement bangladais concernant des menaces reçues par Salam Azad, auteur de nombreuses publications qui soulèvent la question des droits de l'homme des minorités religieuses au Bangladesh. Le 18 juillet 2004, le Gouvernement a interdit la distribution et la vente du dernier roman de M. Azad, intitulé «Bhanga Math», qui est consacré aux thèmes de la discrimination à l'égard des minorités religieuses au Bangladesh et de la violation des droits de l'homme, au motif qu'il inciterait à la violence entre musulmans et hindous. Alors que

Salam Azad se trouvait à l'étranger pour participer à une réunion de l'ONU sur les droits de l'homme, il aurait été informé qu'il risquait d'être arrêté par les autorités bangladaises à son retour dans le pays ou d'être assassiné par des extrémistes politiques. Selon certaines informations, l'épouse de Salam Azad avait également reçu plusieurs appels téléphoniques dans lesquels les mêmes menaces étaient réitérées. Le Représentant permanent du Bangladesh auprès de l'Office des Nations Unies à Genève a répondu à la communication en expliquant que M. Azad s'était rendu dans les locaux de la Mission permanente pour renouveler son passeport alors qu'il se trouvait à Genève. M. Azad n'a jamais déclaré, que ce soit aux autorités bangladaises à Genève ou lors de la réunion du Groupe de travail sur les populations autochtones à laquelle il participait, qu'il se sentait menacé d'une manière ou d'une autre.

8. **Brésil:** Le 15 juin 2004, la Représentante spéciale du Secrétaire général concernant la situation des défenseurs des droits de l'homme a adressé au Gouvernement brésilien un appel urgent relatif à la situation d'Antonio Carlos Ferreira Gabriel, dit «Rumba», personnalité locale qui s'emploie activement à dénoncer les actes de violence commis par la police dans le bidonville de Jacarezinho à Rio de Janeiro. D'après les informations reçues, depuis qu'il a lancé une campagne publique pour dénoncer les enlèvements de résidents locaux par la police en 1999, M. Ferreira Gabriel est constamment victime d'actes d'intimidation et de harcèlement, y compris de menaces téléphoniques anonymes et une perquisition à son domicile au cours de laquelle il a été menacé par des policiers armés. Son épouse aurait déposé une plainte visant ces derniers faits au commissariat de police n° 25 en juillet 2001, mais l'aurait retirée après avoir reçu de nombreuses menaces téléphoniques de la police. Selon les informations reçues, le 4 avril 2002, «Rumba» a reçu l'ordre de se présenter à la police où il a été inculpé de trafic de drogues et placé en détention pendant quatre mois. Il a été acquitté par le 34^e tribunal correctionnel le 4 février 2003. Toutefois, peu après la visite de la Rapporteuse spéciale sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires au Brésil, en septembre 2003, au cours de laquelle elle s'était rendue dans la favela de Jacarezinho, et «Rumba» s'était activement employé à informer les habitants de sa visite, le Procureur de la Cour de justice de l'État de Rio de Janeiro a fait appel de la décision du 34^e tribunal correctionnel. Le 11 décembre 2003, «Rumba» a été condamné à une peine de huit ans de prison incompressible. Le magistrat aurait pris sa décision sans même examiner les éléments de preuve qui avaient conduit à l'acquittement lors du premier procès. Une action en *habeas corpus* a été intentée auprès de la Cour suprême du Brésil. Certains estiment que «Rumba» a été pris pour cible en raison de ses activités en faveur des droits fondamentaux des habitants de Jacarezinho. Il a en particulier été affirmé que son inculpation pour trafic de drogues et la décision de faire appel de la première décision du tribunal constituaient des représailles en raison de son action visant à encourager les habitants à informer la Rapporteuse spéciale sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires des actes de violence commis par la police et pouvaient avoir pour objectif de l'empêcher de mener son action en faveur des droits de l'homme.

9. **Colombie:** Le 12 mai 2004, la Rapporteuse spéciale sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, conjointement avec la Représentante spéciale du Secrétaire général concernant la situation des défenseurs des droits de l'homme et le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, a adressé une lettre au Gouvernement colombien concernant l'assassinat de María Lucero Henao, Présidente de l'association des droits de l'homme *Junta Acción Comunal en la Vereda Puerto Esperanza* dans la municipalité de El Castillo et de son fils âgé de 16 ans, Yamid Daniel. D'après les informations reçues, María Lucero Henao et son fils ont été assassinés à leur domicile

le 6 février 2004 par un groupe paramilitaire qui accusait la victime d'appartenir à un groupe de la guérilla. Certains pensent que M^{me} Lucero Henao a été exécutée en représailles à ses activités de défense des droits de l'homme, qui consistaient aussi à fournir des informations sur la situation de sa communauté au Bureau du Haut-Commissariat aux droits de l'homme en Colombie et à la communauté internationale représentée dans le pays.

10. **Côte d'Ivoire:** Le 2 juin 2004, la Rapporteuse spéciale sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, conjointement avec la Représentante spéciale du Secrétaire général concernant la situation des défenseurs des droits de l'homme et le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, a lancé un appel urgent au Gouvernement de la Côte d'Ivoire concernant les cas d'Amourlaye Touré et de Mamadou Fofana, deux membres de l'organisation des droits de l'homme *Mouvement ivoirien pour les droits de l'homme (MIDH)*. Selon les informations reçues, Amourlaye Touré, président en exercice du MIDH, aurait reçu des menaces de mort alors qu'il participait à la soixantième session de la Commission des droits de l'homme à Genève. Mamadou Fofana se serait caché après avoir reçu la visite à son domicile, le 25 avril, d'un groupe de personnes qui l'aurait accusé de «vendre son pays à des étrangers».

11. **Éthiopie:** Le 26 mars 2004, le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression et la Représentante spéciale du Secrétaire général concernant la situation des défenseurs des droits de l'homme ont adressé un appel urgent au Gouvernement éthiopien concernant le cas de Yohannes Solomon, qui serait pris pour cible en raison de ses activités en faveur des droits de l'homme, en particulier de son travail de militant pour le compte du Conseil éthiopien des droits de l'homme, ainsi que de son action d'éducation et de défense des droits des enseignants au sein du Conseil central des enseignants éthiopiens. D'après les informations reçues, les 6 et 8 mars 2004, deux policiers en civil se seraient présentés au domicile de Yohannes Solomon, à Addis-Abeba, afin de l'arrêter et d'enquêter sur ses activités dans le domaine des droits de l'homme; les policiers auraient déclaré que Yohannes Solomon devait cesser de travailler pour le Conseil éthiopien des droits de l'homme. Yohannes Solomon n'était pas chez lui à ce moment-là car il participait à des activités liées à la Commission des droits de l'homme à Genève.

12. **Sri Lanka:** Le 16 février 2004, le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, conjointement avec le Rapporteur spécial sur la question de la torture et la Rapporteuse spéciale sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, a lancé un appel urgent concernant le cas de Michael Anthony Emanuel Fernando, qui aurait été admis dans le coma à l'hôpital de Kalubowila le 2 février 2004 après avoir reçu du chloroforme en plein visage. Le cas de M. Fernando avait déjà fait l'objet de précédentes communications du Rapporteur spécial sur la question de la torture et du Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression car il s'était plaint à plusieurs occasions de recevoir des menaces de mort en représailles aux plaintes de violations des droits de l'homme qu'il avait présentées aux tribunaux sri-lankais et au Comité des droits de l'homme. En effet, le 9 janvier 2004, le Comité a demandé à l'Etat partie de prendre des mesures provisoires de protection tant que la communication était en cours d'examen par le Comité «afin d'adopter toutes les mesures nécessaires pour protéger la vie, la sûreté et l'intégrité» de M. Fernando et des membres de sa famille «et d'éviter qu'ils ne subissent un préjudice irréparable». Selon les informations reçues, M. Fernando est sorti de l'hôpital le 7 février 2004. Il aurait été raccompagné chez lui par les deux policiers armés qui étaient chargés d'assurer

sa garde à l'hôpital sur ordre du Ministère sri-lankais de la défense. Toutefois, une nouvelle demande de protection adressée en son nom à la Présidente n'aurait pas abouti. Les autorités compétentes ne lui offrant aucune protection adéquate, il serait obligé de se cacher.

C. Préoccupations d'ordre général

13. Les actes de représailles signalés sont très divers: harcèlement, actes d'intimidation, agression physique, arrestations arbitraires, mauvais traitements pendant la détention, menaces de mort, et même meurtre. Dans le meilleur des cas, les personnes concernées seraient victimes de harcèlement ou de manœuvres d'intimidation, ou feraient l'objet, par exemple, de procédures judiciaires dans le but de mettre fin à leur coopération avec les organes de l'ONU chargés des droits de l'homme, ou de leur faire payer cette coopération. Les informations reçues font notamment état du cas d'un défenseur des droits de l'homme qui a été contraint, alors qu'il se trouvait en détention, de signer un document visant à restreindre ses activités dans le domaine des droits de l'homme. D'autres particuliers ont dû se cacher car ils n'étaient pas protégés par les autorités compétentes malgré les demandes adressées à cet effet par les organes de l'ONU chargés des droits de l'homme. Les victimes subissent également des violations des droits de l'homme les plus fondamentaux, notamment les droits à l'intégrité mentale et physique, à la liberté et à la sûreté de la personne et, dans les cas les plus graves, du droit à la vie.

14. Les personnes qui seraient victimes de ces violations sont de simples citoyens, des écrivains, des personnalités locales, des défenseurs des droits de l'homme, ou encore des membres d'organisations non gouvernementales constituant ou ayant constitué des sources d'information pour les organes des Nations Unies chargés des droits de l'homme au sujet de violations de ces droits, ou s'étant entretenus avec leurs représentants. Certaines informations inquiétantes font état de cas où des membres de la famille des victimes auraient été l'objet d'actes d'intimidation et de représailles ou auraient été tués.

II. CONCLUSION

15. **Au cours de la période considérée, on a continué à recevoir des informations faisant état d'actes d'intimidation et de représailles à l'encontre de particuliers et de groupes qui cherchent à coopérer avec l'Organisation des Nations Unies et les représentants de ses organes de défense des droits de l'homme. Il est particulièrement préoccupant de constater que la nature des représailles exercées s'aggrave puisque les victimes subissent des violations des droits les plus fondamentaux, notamment les droits à l'intégrité mentale et physique, à la liberté et à la sûreté de la personne, et, dans les cas les plus graves, du droit à la vie. La gravité de la situation souligne la nécessité pour tous les représentants des organes de défense des droits de l'homme de l'ONU de continuer à prendre d'urgence des mesures pour éviter que de tels actes ne se reproduisent. À cet égard, il convient de se féliciter de l'examen par le Comité international de coordination des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme, à sa quinzième session, tenue à Séoul en septembre 2004, des directives visant à aider les institutions nationales à répondre de manière collective aux menaces dont elles-mêmes ou leurs membres sont la cible. Ces directives seront adoptées à la seizième session du Comité, qui se tiendra à Genève en avril 2005.**
